

Les fiches pratiques du SPAgri

Les comités techniques (CT) au ministère de l'Agriculture

Les comités techniques (CT) sont des instances de concertation portant sur l'organisation, le fonctionnement des services et les questions transversales concernant les agents du ministère de l'Agriculture et de ses établissements rattachés.

Les comités **nationaux** sont positionnés au niveau du ministère lui-même (comité technique ministériel) ou d'un groupe de services (comité technique d'administration centrale, comité technique national de l'enseignement agricole public, comité technique des services déconcentrés).

À noter qu'il existe également, pour l'administration centrale, des CT spécialisés pour chacune des directions.

Les comités **locaux** intéressent des structures locales, régionales ou des établissements publics sous tutelle du ministère de l'agriculture (comités techniques des DRAAF, comités techniques des DDI, comités techniques régionaux de l'enseignement agricole, comités techniques des établissements publics).

Enfin, les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont des instances émanant directement des comités techniques ; elles peuvent être nationales (CHSCT-M) ou locales. Les commissions régionales d'information et de concertation (CRIC), quant à elles, émanent des comités techniques régionaux des DRAAF.

Les comités techniques nationaux

CTM

(comité technique ministériel)

Fonctionnement des services, statut des agents, évolution des méthodes de travail, feuille de route sociale, etc.

CTAC

(comité technique d'administration centrale)

Questions communes aux directions d'administration centrale : locaux, effectifs, travaux, etc.

CTEA

(comité technique national de l'enseignement agricole public)

Vie des établissements d'enseignement agricole, organisation de la rentrée scolaire, préparation des examens, avis sur tous les textes structurant l'enseignement agricole public.

CTSD

(comité technique des services déconcentrés)

Comité technique de « réseau », compétent pour les directions régionales de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), les directions de l'agriculture et de la forêt (DAAF) et la direction régionale et interdépartementale de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France (DRIAAF). Organisation des dialogues de gestion, de formation, etc.

Deux exemples de comités au cœur du dialogue social

• **CTM** : tout sujet intéressant le dialogue social est inscrit à l'ordre du jour du CTM par l'administration ou les organisations syndicales : budget du ministère, modification des statuts des personnels, modalités d'organisation de concours, circulaire d'orientation sur les parcours professionnels, organisation du réseau des référents sanitaires... autant d'exemples de sujets récemment débattus.

Des groupes de travail sont organisés en amont pour prendre en compte les positions des organisations syndicales.

• **CTREA** : les comités techniques régionaux de l'enseignement agricole sont des instances locales au sein desquelles sont abordées des questions communes aux établissements d'enseignement agricole d'une même région. Par une confrontation des statistiques locales et nationales et une analyse des besoins et de l'offre de formation dans la région, ils débattent, construisent et formulent des avis sur les ouvertures ou fermetures de filières et de classes, les évolutions d'effectifs d'élèves et d'apprenants, l'amélioration de l'offre pédagogique au bénéfice de la réussite des élèves.

Les comités techniques locaux

Les comités techniques locaux traitent de l'organisation et du fonctionnement des services, des effectifs, de l'emploi et des compétences des agents, de la formation et du développement des compétences, de l'insertion professionnelle, de l'égalité professionnelle et de la lutte contre les discriminations. Ils informent des principales décisions à caractère budgétaire ayant des incidences sur la gestion des emplois et débattent du bilan social.

Les comités techniques des DRAAF

Il en existe un par région administrative : Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Bretagne, Centre-Val-de-Loire, Corse, Grand-Est, Île-de-France, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

Les comités techniques des DDI

Chaque direction départementale interministérielle (DDI) possède son comité technique.

Les comités techniques régionaux de l'enseignement agricole (CTREA)

Déclinaison régionale du comité technique national de l'enseignement agricole public (CTEA). En plus des prérogatives générales des CT régionaux (voir ci-dessus), les CTREA traitent de la répartition des moyens et de la carte scolaire.

Les comités techniques des établissements publics

Il s'agit de comités techniques propres aux établissements sous tutelle du MAA (Anses, Inao, IFCE, Infoma, ASP, FranceAgriMer...) ou d'enseignement supérieur agricole.

Les instances liées aux comités techniques

CHSCT (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail)

Les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail sont une instance d'expertise, d'échanges et de promotion des stratégies développées localement pour préserver la santé et la sécurité des agents et du public. Leur caractère non paritaire, consultatif et technique favorise l'émergence d'un dialogue social constructif.

Sauf exception, les CHSCT sont toujours placés auprès d'un comité technique (CT). L'existence d'un CHSCT est donc subordonnée à la présence d'un CT. Exemple : le CHSCT-M (comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel) est une émanation du CTM (comité technique ministériel).

CRIC (commissions régionales d'information et de concertation)

La mise en place de cette instance répond à la préoccupation d'instituer un lieu de dialogue social au niveau régional pour examiner les problématiques propres aux agents du ministère exerçant leurs missions dans le périmètre régional, c'est-à-dire au sein de la DRAAF et des directions départementales interministérielles (DDI) portant des politiques publiques du ministère.

Cette instance, mise en place par l'arrêté du 30 novembre 2011, est compétente pour débattre des questions touchant à la mise en œuvre des politiques relevant du ministère et qui font l'objet d'une coordination ou d'une harmonisation à l'échelle régionale.

Focus sur le CHSCT

Le CHSCT est une instance consultative, spécialisée dans la prévention des risques au travail et qui apporte dans cette matière son concours au(x) comité(s) technique(s). Il comprend des représentants de l'administration et des représentants désignés par les organisations syndicales.

• **Le CHSCT pour qui ?** dans les administrations de l'État et ses établissements publics (autres qu'EPIC), chaque agent est rattaché à un CHSCT de proximité.

• **Quelles sont les missions du CHSCT ?** Il contribue à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail. Il veille à l'observation des prescriptions légales prises dans ces domaines.

• **Quand et comment le CHSCT intervient-il ?** Il est consulté sur tout projet d'aménagement important modifiant les conditions de santé, de sécurité et les conditions de travail ; sur le programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail ainsi que sur son bilan. Il visite à intervalles réguliers les locaux des services relevant de sa compétence. Il réalise des enquêtes notamment sur les accidents de service.

Le CHSCT a une capacité de proposition d'actions de prévention, de suivi du document unique d'évaluation des risques professionnels dont la responsabilité (réalisation et mise à jour) incombe au chef de service ; il peut également formuler des avis.

► Document SPAGri / droits réservés
Mise à jour le 6 mars 2019